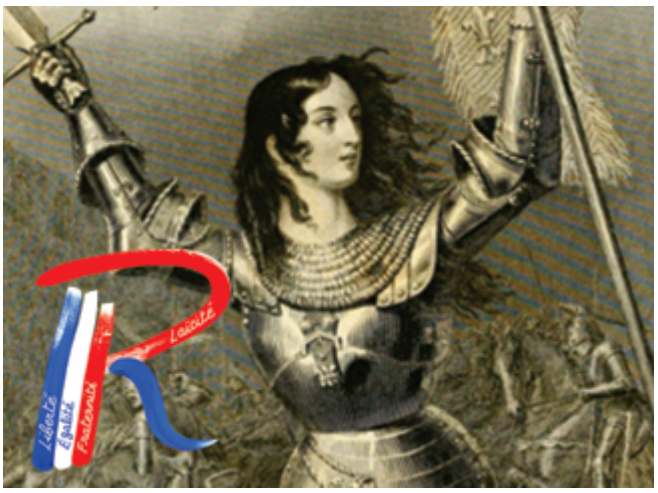
L’organisation des droits de l’homme en Grande Bretagne a aidé 28 terroristes à rester au Royaume-Uni – par Robert Spencer

écrit par Laveritetriomphera | 5 mars 2015



Jihad Watch (djihad sous surveillance).

Faire connaître les motivations théologiques des djihadistes ainsi que le rôle joué par l’idéologie islamique dans les conflits mondiaux modernes.

L’organisation des droits de l’homme britannique a aidé 28 terroristes djihadistes à rester au Royaume-Uni

Robert Spencer

« L’organisation des droits de l’homme en Grande Bretagne a aidé 28 terroristes à rester au Royaume-Uni, » par Robert Mendick, le « Telegraph » 31 Janvier 2015.

Les contribuables du Royaume Uni ont contribué à maintenir

les djihadistes sur le sol britannique. Alors que le « Home Office« (NDT : équivalent britannique du ministère de l'intérieur) s'assure que les gens, qui, comme moi-même, s'opposent à l'horreur djihadiste soient interdits dans le pays, et la Grande-Bretagne poursuit sa route vers le désastre.

Le journal le « Télégraph » nous informe que 20 terroristes étrangers au minimum ont eu recours à l'organisation britannique des droits de l'homme, pour rester au Royaume-Uni.

Une étude portant sur des cas juridiques au cours de la dernière décennie montre qu'au minimum 28 terroristes et suspects sanctionnés par la loi ont échappé à l'expulsion hors du territoire et ont été autorisés à rester en Grande-Bretagne.

Dans ce genre d'affaires judiciaires, les avocats – ordinairement financés par l'aide juridique – ont fait appel à l'organisation britannique des droits de l'homme pour éviter à leurs clients l'expulsion vers l'étranger.

L'ampleur du problème représente un énorme défi pour les services de sécurité.

Le fait est avéré que la surveillance des terroristes mobilise des agents, et revient très cher aux contribuables.

Le problème lié à l'expulsion des terroristes a été soumis à des membres influents du parti conservateur. Chris Grayling chargé de la justice à l'organisation britannique des droits de l'homme a ainsi demandé à ce que ce problème fasse l'objet d'une enquête. Le but de l'opération était

l'élaboration d'un strict recueil de lois faisant autorité sur la question.

En Janvier, le journal « The Telegraph » a révélé comment un terroriste « chargé de collecter des fonds » et ayant des liens avec la nébuleuse Al-Qaïda, laquelle a assassiné 17 personnes innocentes à Paris lors d'une tuerie s'écoulant sur trois jours, a pu demeurer en Grande-Bretagne, malgré le fait que plus de 10 ans auparavant, il avait fait l'objet d'une condamnation.

Bagdad Meziane, 49 ans, père de deux enfants, a évité d'être expulsé vers son pays d'origine, l'Algérie, et demeure à Leicester, où il a dirigé un réseau fournissant des faux passeports et des cartes de crédit à des djihadistes.

Une autre personne suspectée de terrorisme [cette affaire peut maintenant être connue du grand public] a évité l'expulsion hors du territoire en refusant de révéler sa véritable identité lors d'un démêlé avec la justice qui a duré plus de 15 ans, cette affaire est revenue extrêmement chère au contribuable britannique.

L'homme, qui est suspecté d'être algérien, ne peut être renvoyé dans son pays d'origine parce que l'Algérie ne l'acceptera pas sans avoir la preuve de sa véritable identité et de sa nationalité algérienne.

Cet individu suspecté de terrorisme – connu seulement sous l'initiale de « B » – a été arrêté une première fois en 1998 pour ses liens avec une cellule terroriste algérienne, liée à Al-Qaïda, et les tribunaux britanniques l'on déclaré en 2008 comme étant « une personne à risque pour la sécurité nationale ».

Mais l'homme a refusé de divulguer sa véritable identité et il est maintenant en liberté sous caution, vivant avec sa famille et il est autorisé à se rendre à la piscine ainsi qu'à ***la mosquée locale****. Cette affaire, contre toute attente, n'est pas terminée et une nouvelle audience est prévue dans les prochains mois dont l'objet sera la levée de toutes les restrictions concernant « la liberté sous caution ».*

Se rendre à la mosquée locale? Mais … mais … David Cameron dit que la terreur djihadiste n'a rien à voir avec l'islam!

Ses avocats ont fait valoir que ce serait outre passer les lois quant aux droits de l'homme que de le forcer à quitter le pays, soulignant que le bureau de l'identité et des « passeports » n'est pas en mesure d'établir les documents indispensables garantissant sa sécurité hors du pays sans la connaissance de sa véritable identité.

Deux hommes convaincus de complicité et d'aide à des terroristes qui seraient impliqués dans l'attentat manqué, à la bombe survenu à Londres le 21 Juillet 2005 ont également évité l'expulsion en utilisant l'organisation britannique des droits de l'homme.

Siraj Yassin Abdullah Ali, homme de 37 ans, qui a été incarcéré pendant neuf ans, a été reconnu coupable d'aide et de complicité avec la cellule d'Al-Qaïda (impliquée lors de l'attentat du 21/07/2005). Cette organisation terroriste a tenté, jour pour jour après l'attentat de reproduire ce genre d'atrocité deux semaines plus tard.

Alors qu'Ismail Abdurahman, 37 ans, qui a caché le présumé poseur de bombe Hussain Osman pendant trois jours, a échappé à une expulsion vers son pays natal la Somalie.

Abdurahman a été condamné à huit ans de prison. Les deux ont été libérés après avoir purgé une partie de leur peine.

Le ministère de la Justice a confirmé que Bagdad Meziane ainsi que le suspect « B » ont tous les deux bénéficié de l'aide juridique, ce qui signifie que le contribuable britannique a financé leurs longs recours contre l'expulsion. Abdurahman et Ali auraient également eu droit à cette aide.

Le dossier concernant les terroristes étrangers résidant au Royaume-Uni a été instruit consciencieusement par un comité de réflexion compétent sur la justice pénale qui a pris en compte les questions de sécurité, en utilisant l'arsenal juridique et des comptes rendus fournis par les tribunaux durant la dernière décennie.

La « Henry Jackson Society » a déclaré que les sujets à risque résidant au Royaume-Uni sont sources de très gros problèmes pour les services de renseignements.

Le fait est avéré que 28 terroristes condamnés ou présumés tels, au cours de la dernière décennie, ont été autorisés à rester dans le Royaume-Uni et ont évité l'expulsion du territoire grâce au « bons soins » de l'organisation britannique des droits de l'homme.

Le » home Office » a déclaré qu'il n'a pas tenu les comptes quant au nombre de personnes suspectées de terrorisme qui ont été autorisées par les tribunaux britanniques à demeurer au Royaume-Uni.

Les individus accusés de terrorisme présents dans la liste de l' »Henry Jackson Society » sont issus de pays où les droits de l'homme sont restreints. Ils utilisent cet alibi

pour éviter l'expulsion car ils seraient confrontés chez eux à de mauvais traitements.

Conformément à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et à l'organisation britannique des droits de l'homme, toute personne doit être protégée contre la torture et les traitements inhumains ou dégradants ….

Une source provenant de « Home Office » a déclaré la semaine dernière que les agents de la sécurité nationale (Nationnal Security) s'étaient engagés dans une « procédure visant à neutraliser Bagdad Meziane » ….

Traduit de l'anglais par ***La vérité triomphera.***

http://www.jihadwatch.org/2015/02/human-rights-act-has-helped-28-jihad-terrorists-stay-in-uk